

Session Plénière du 18 Février 2021

Lors de cette dernière session de la mandature, le groupe Rassemblement National Centre-Val de Loire a tenu une fois de plus à marquer sa différence, comme il l'a démontré tout au long, sans pour autant verser dans la surenchère tandis que Guillaume PELTIER, lui, a décidé de renoncer à être tête de liste aux prochaines élections pour mieux engager une probable fusion de son parti avec La République en Marche et le Modem.

Un Budget 2021 sans priorité régionale.

Le Président du groupe RN, **Michel CHASSIER**, regrette une fois de plus l'absence de priorités de la majorité socialo-écologiste, alors que la Région Centre-Val de Loire affronte avec des moyens limités une crise sanitaire devenue économique et sociale dont nos gouvernants en sont responsables.

Tandis que le budget augmente de 25%, passant de 1,417 à 1,777 milliard d'euros, l'élu du Loir-et-Cher regrette ainsi le faible soutien aux acteurs économiques : 7 M€ seulement à destination des entreprises, bien trop peu pour engager un véritable plan de relance, que nous jugeons trop axé sur la transition écologique et ne répondant ni à l'urgence, ni aux attentes de nos concitoyens. Une remarque soulignée par **Jean-René COUEILLE** évoquant la crainte de défaillances d'entreprises dans les secteurs du commerce et de la restauration notamment.

Il est également curieux de retrouver dans ce plan, au chapitre des investissements, des dépenses prévues bien avant la crise comme le transfert des Trains d'Equilibre du Territoire, l'avenir des petites lignes comme Tours-Loches ou encore la maintenance des rames à mi-vie. Rappelons tout de même que 44% des dépenses d'intervention de la Région sont consacrées au transport de voyageurs constituant l'une de ses compétences majeures.

La Région doit aussi engager des crédits pour financer la rénovation et l'entretien des lycées qui augmentent de 35 M€ en 2021 : l'enseignement, l'apprentissage et la formation professionnelle comptent ainsi 1/3 des dépenses totales et palier la défaillance de l'Etat dans le remplacement des agents, ce que déplore **Philippe LECOQ**.

La collectivité doit dorénavant revoir intégralement ses ratios budgétaires, avec la dégradation de sa capacité d'autofinancement et un recours massif à l'emprunt (+243M€) à défaut de maîtriser ses recettes. A cela s'ajoute un cadre législatif obscur pour une Région déjà en proie aux inégalités territoriales croissantes dans le domaine de la santé ou du numérique avec le déploiement du Très Haut débit, ce que rappelle **Ludovic MARCHETTI**.

En effet, le gouvernement vient de relancer le projet de loi « 4D » (Décentralisation, Différenciation, Déconcentration, Décomplexification) réclamé par les Présidents de Région qui n'en mesurent pour autant pas les conséquences : désengagement de l'Etat, déconstruction de l'unité nationale, démembrement de la France, et au final disparition de l'Etat-nation, ennemi des mondialistes au profit de l'Union Européenne.

Au contraire, nous demandons aux Régions de définir une véritable stratégie régionale ; à l'Etat de tenir son rôle de régulateur et de garant de l'équilibre des territoires. **Le groupe RN a voté contre ce budget.**

Fonds Européens : Bruxelles ne fera pas crédit !

Jean-René COUEILLE rappelle que la Région ne parvient pas à dissimuler les contraintes réglementaires à prendre en considération dans l'utilisation des crédits FEADER 2021 et 2022, le flou qui entoure leurs conditions d'utilisation restant encore à préciser par la Commission européenne, où encore les difficultés pour l'information et la communication envers les bénéficiaires et l'articulation cohérente des différents outils. Alors que la majorité socialo-écologiste affirme « *que la mobilisation sans précédent de l'Europe ait porté tous ses fruits* » puisque notre territoire bénéficierait, pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie proposée, d'une augmentation de 40% de crédits en plus pour le Programme Opérationnel 2021-2027, l'élu du Cher insiste pour réaffirmer que cet argent en faveur de notre région Centre-Val de Loire, ne sera pas gratuit et n'est pas un cadeau sans frais de Bruxelles.

Jeunesse : Les mesures d'urgence ne régleront pas tout.

Michel CHASSIER regrette que le fonctionnement des lycées soit gravement perturbé depuis presque un an par le premier confinement, la rentrée s'étant faite dans des conditions difficiles avec le nécessaire maintien de mesures de précaution. La Région y a répondu pour sa part en mettant des moyens supplémentaires. Mais la reprise de l'épidémie en novembre a contraint rapidement les lycées à fonctionner à demi effectif, ce qui ne permettra pas de boucler les programmes. Même si ces mesures d'urgence sont nécessaires, **Nadine BOISGERAULT** rappelle qu'elles ne pallieront pas le fait qu'un grand nombre de jeunes aient perdu leur emploi et ne peuvent plus financer leurs études ou leur logement. Bien qu'elles ne puissent se substituer à un véritable plan mené par l'Etat tellement les besoins sont importants, ces mesures auraient eu le mérite d'intégrer un volet dédié à l'accès à la pratique sportive post-crise.

Le groupe RN a proposé un amendement en ce sens, mais n'a pas été adopté. **Nos élus se sont abstenus sur ce rapport.**

Ce machin inutile qu'est la COP Régionale.

A propos de la COP Régionale, **Michel CHASSIER** déclare que nous ne saurions accepter qu'elle soit directement intégrée dans un rôle qui n'est plus consultatif mais carrément décisionnel, en imposant son point de vue à une assemblée d'élus, qui seule dispose de la légitimité démocratique. Et on voit bien que cette mobilisation accrue qui est demandée s'inscrit dans un calendrier où il faut encore accentuer la pression sur les citoyens. **Le groupe RN a voté contre ce dossier** et demandera la suspension de ses travaux pendant la campagne électorale.

Energies : Au Rassemblement National, l'Hydrogène n'a pas de couleur politique.

Véronique PEAN précise que le mix électrique français est majoritairement composé de nucléaire à 77 % et d'hydraulique à 20 % : il faut donc considérer en priorité la production d'hydrogène à partir de ce mix décarboné. L'énergie nucléaire permet à la France d'être l'un des pays qui émet le moins de CO2 pour sa production d'électricité en plus de nous garantir notre indépendance. Même si les pouvoirs publics subventionnaient l'hydrogène « vert » (issu de l'éolien), dont le coût de production est aujourd'hui trois fois supérieur à l'hydrogène « gris » ou « noir », issus du gaz, du pétrole ou du charbon, il faudrait des quantités astronomiques d'électricité pour mener à bien cette électrolyse, complète **Gilles GODEFROY**. **Le groupe RN s'est abstenu.**

Nouvelles Renaissances Culturelles : la crise sanitaire implique davantage de créativité.

En dépit de **notre vote favorable à ce rapport**, **Mathilde PARIS** s'interroge : « Ne doit-on pas accompagner davantage les acteurs culturels pour leur permettre de s'adapter à la crise sanitaire qui implique de faire preuve d'encore plus de créativité et d'ingéniosité ? » Il faudra favoriser des projets qui pourront également se réaliser dans un contexte de restrictions sanitaires. La culture doit continuer à vivre quitte à s'exprimer dans l'espace public, à ciel ouvert, ou de manière virtuelle en utilisant par exemple la réalité augmentée.

Plan Loire : Un patrimoine qui ne se limite pas à son cours d'eau.

Gilles GODEFROY rappelle que la Loire est souvent citée comme étant le « *Dernier Fleuve Sauvage* » d'Europe, comme s'il n'avait jamais été touché par la main de l'homme. En réalité, la présence des levées est là pour nous prouver que ce n'est pas le cas : différents quais et canaux qui y ont été construits pour faciliter l'activité humaine. Nous avons donc une certaine réticence quand il s'agit de restaurer le caractère naturel du bassin de la Loire.

Soutien aux programmes d'Ambition Recherche Développement MATEX et SYCOMORE

Matthieu COLOMBIER apporte son soutien à ces programmes qui encouragent les partenariats publics-privés ainsi que la recherche pour l'innovation des entreprises. De même, le fait de vouloir combiner formation, recherche et partenariat industriel permet de pouvoir positionner la Région comme un territoire d'excellence. Le programme MATEX ciblant notamment l'aéronautique comme étant un de ses domaines d'application en est un exemple. Quant à SYCOMORE, nous nous réjouissons qu'il ne se focalise pas sur l'idée utopique de combattre le réchauffement climatique mais bien d'en anticiper les conséquences. **Le groupe RN a voté favorablement ce rapport.**

Quel avenir pour la ligne ferroviaire Tours-Loches (Châteauroux) ?

Stanislas de LA RUFFIE admet qu'il est difficile d'évaluer le coût des travaux de régénération de cette ligne (36 M€), que la Région doit entretenir suite au désengagement de l'Etat. La mise en place d'une rame à hydrogène peut être une solution, pourvu que les infrastructures (station de stockage, technicentre de maintenance) soient mutualisées avec ceux des transports urbains de la métropole. Mais nous regrettons que la fréquence des trains (2 AR/Jour) ne soit pas augmentée pour désengorger notamment la circulation routière de la RD943 particulièrement accidentogène. Cette réflexion aurait même pu concerner en sus le fret et s'étendre jusqu'à Châteauroux pour désenclaver le nord-ouest de l'Indre. **Le groupe RN a voté favorablement ce rapport.**

Dans le cadre de nos vœux de fin de session (non adoptés), nous demandons au Gouvernement de :

- Renoncer à la dissolution du mouvement *Génération Identitaire* et exprime notre préoccupation face à un recul de la liberté d'opinion et d'association.
- Renoncer à son plan de répartition des migrants en régions et d'adopter une politique crédible pour réduire la pression migratoire.
- Mettre en place un plan d'urgence pour l'année scolaire en cours, un plan de relance pour l'année scolaire 2021-2022 dans l'Education Nationale et de prévoir les moyens nécessaires à l'occasion de la loi de finances rectificative.
- Retirer le projet Hercule qui menace EDF de démantèlement et porte atteinte à l'intérêt national en matière d'énergie : le groupe SRD a proposé un vœu similaire, nous avons décidé de nous y associer et de retirer notre vœu.

Sur les deux premiers relatifs à la liberté d'opinion et au schéma de répartition des migrants, le groupe de l' « *Union du Centre et la Droite* », qui entend ne pas mettre en lumière ses tiraillements internes a refusé de les soutenir !

Le groupe RN Centre-Val de Loire aura montré qu'il était véritablement le seul d'opposition dans cette mandature !